

RELIGION ET LAÏCITE

Dieu n'est pas encore mort !

David Wagner

Alors que les débats au sujet de la séparation de l'Eglise et de l'Etat refont surface, l'anticlérical Romain Durllet démissionne du groupe de travail socialiste « Laïcité et tolérance ».

Elle se vend comme des petits pains. Des petits pains multipliés, évidemment. Depuis quelques mois, la Société biblique de Genève vend la bible à 1,50 euro. Un prix discount qui a favorisé la vente, de septembre à décembre 2007, de 500.000 exemplaires du livre chrétien dans l'ensemble du monde francophone. Rien qu'en France républicaine et laïque, la vente des livres saints s'est chiffrée, pendant cette période, à 200.000 unités. Pour le mois de février, une réimpression de 200.000 est prévue. Pourtant, certains catholiques critiquent aussi cette initiative, se désolant du bradage de la bible. Le christianisme serait-il en train de rivaliser avec la pornographie sur le terrain commercial ?

Quoi qu'il en soit, le thème religieux à de nouveau le vent en poupe, aussi bien auprès de ses adeptes que de ses détracteurs. Si le monde musulman connaît actuellement une résurgence de l'islam politique et extrême, que les lobbies chrétiens fondamentalistes continuent à jouer un rôle à la Maison blanche et que les

concurrents républicains et démocrates à la fonction suprême débattent de sujets aussi farfelus que le lieu de naissance du prochain messie, l'Europe n'est pas plus épargnée par ce « roll back » mystique. L'élection du très traditionaliste cardinal Josef Ratzinger à la tête du Vatican témoigne d'un durcissement de la hiérarchie catholique.

Ce durcissement se fait ressentir tout particulièrement en Espagne, où l'Eglise locale, nostalgique du national-catholicisme, mobilise depuis des mois contre les réformes de société du gouvernement socialiste de Zapatero, en matière de mariages homosexuels, d'instruction religieuse ou de « divorce rapide ». Evidemment, les post-franquistes du Partido popular de l'ancien chef de gouvernement José María Aznar, relaient avec férocité ces attaques contre le « laïcisme radical » que l'Eglise espagnole impute au gouvernement. Le 30 décembre 2007, elle a même réuni, lors d'une manifestation monstre sur la Plaza Colón à Madrid, quelques centaines de milliers de manifestant-e-s en faveur de la « famille chrétienne ».

Avec l'élection à la présidence de la république française de Nicolas Sarkozy, la laïcité française n'est pas non plus épargnée des coups de boutoir réguliers de celui qui devrait être

son protecteur suprême. Ce catholique convaincu ne cache pas sa volonté de mettre un terme à la version actuelle de la laïcité, lui préférant ce qu'il appelle une laïcité « positive », concept qu'il évoqua une première fois en 2004, dans son livre intitulé « La République, les religions, l'espoir » et qu'il oppose à une laïcité « agressive et sectaire ».

Les fans de dieu

Au Luxembourg, l'élément déclencheur du retour du débat religieux, notamment sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat ainsi que sur la place des cours de doctrine catholique dans l'école publique, a été l'annonce du conventionnement de l'islam avec l'Etat, à l'instar d'autres cultes comme le catholicisme, le christianisme réformé, le judaïsme et le christianisme orthodoxe. Car voilà, les tenant-e-s des cours de religion catholique sont désormais confrontés à l'ancienne mise en garde des anti-cléricaux, à savoir qu'un jour d'autres cultes pourraient demander d'être traités sur un pied d'égalité et de pouvoir professer leurs opinions à l'école.

Le gouvernement, et en particulier son ministre des cultes, François Biltgen (CSV), en était conscient : s'il est impossible de refuser à l'islam

luxembourgeois ce qui est permis aux autres chapelles, comment l'électorat conservateur va-t-il réagir dans l'hypothèse de l'étude du coran à l'école publique ? Rien d'étonnant que Biltgen souligna, lors d'une conférence de presse l'an passé, que la majorité des musulman-e-s du Luxembourg sont d'origine balkanique et non pas africaine ou orientale. Entendez : ils nous sont culturellement proches et moins militants. Le sujet prit pourtant un tour polémique à partir de la déclaration de la députée CSV Françoise Hetto-Gaasch en faveur d'une alternative au cours de religion, sous la forme d'un cours d'éducation aux « valeurs ». Le pire ennemi se trouve souvent dans ses propres rangs, même au CSV.

Pour couronner le tout, une poignée d'étudiants ont lancé, l'année passée, le site internet sokrates.lu, qui est entre-temps devenu une des principales plateformes virtuelles de la gauche locale. Si les débats les plus divers y sont menés dans les différents forums, l'initiative s'attache prioritairement à la lutte pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Elle a d'ailleurs forgé une alliance - « Bündnis fir Trennung vu Kirch a Staat » - regroupant notamment l'Union nationale des étudiant-e-s du Luxembourg, les Jeunesses socialistes, les jeunes